

Manifestation du 8 octobre 2015 à Bordeaux

Prise de parole de Solidaires 33 :

Pour l'Union Syndicale Solidaires :

En cette rentrée, les luttes sociales ont bien des difficultés à se hisser au niveau des attaques engagées et programmées par un gouvernement, véritable bras armé du patronat.

Au nom de la compétitivité, le gouvernement Valls/Hollande, aux ordres du Medef, annonce chaque semaine de nouvelles attaques contre l'ensemble des salariés, les privés d'emplois, les retraités, la jeunesse ou les immigrés.

C'est une régression sociale d'ampleur qui est mise en œuvre. La droite en avait rêvé, le Parti Socialiste le fait.

Toutes les raisons sont réunies pour se mobiliser. Le moment est venu de remonter nos manches et voir, de « tomber la chemise » s'il le faut, afin de s'affronter sérieusement à ce gouvernement.

Après avoir donné des millions d'euros au patronat via le crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE), le gouvernement a voulu donner encore plus de gages au patronat. Il s'est donc attaqué aux droits des salariés du privé, généralisant le travail du dimanche via les lois Macron et Rebsamen.

Mais cela n'est toujours pas assez, il y a encore trop « d'entraves » pour le patronat : Ce sont : Code du travail, temps de travail, statut des fonctionnaires qui sont maintenant visés et attaqués. Tout comme le statut et le déroulement de carrière des fonctionnaires remis en cause par un gouvernement « pro-business », qui prône rémunération et avancement "au mérite", recrutements et mutations sur "profil" comme cela s'est considérablement développé ces dernières années dans le Privé.

Camarades

Si nous n'y prenons pas garde, les attaques seront encore plus fortes. Car les Capitalistes s'occupent de notre sort. Les projets de « réformes » sont sur la table avec un seul objectif : réduire au maximum les droits des salariéEs et augmenter ceux des patrons.

Et ce n'est pas quelque chemise déchirée d'un DRH qui doit nous faire reculer. Car la violence est ailleurs. Ce sont les mauvaises conditions de travail et tous les plans de licenciement, comme à Air France qui sont vécues par les salariés comme des violences ou encore les suicides dans les entreprises comme récemment à La Poste, où un facteur de Lesparre Médoc s'est donné la mort.

Et que dire des libertés syndicales, bafouées au quotidien quand des camarades de la Confédération paysanne, de la CGT et de Solidaires sont

discriminés, mis en garde à vue, pour avoir exercé simplement leur missions syndicales, loin il est vrai, des salons où l'on dialogue complaisamment autour d'une table entre partenaires sociaux.

Pour ceux qui en douteraient encore : la guerre sociale est bien là.

Hollande depuis le début de son quinquennat se défend de mettre en place une politique d'austérité mais budget après budget l'austérité est au cœur de la politique économique de ce gouvernement.

Près de 16 milliards d'économies supplémentaires sont prévues sur la Sécurité sociale, les postes de fonctionnaires ou les collectivités territoriales. Les prestations sociales et en particulier les Aides personnalisés au logement (APL) sont dans le viseur.

En revanche, il n'y aura pas d'austérité pour les entreprises : elles recevront 33 milliards alors que leurs profits ne cessent d'exploser. Les banquiers, eux recevront plus de 40 milliards d'euros d'intérêts grâce à la dette de l'Etat.

Ce qu'il nous faut maintenant, c'est une plateforme revendicative claire pour défendre nos acquis, mais aussi l'ensemble des services publics que le grand capitalisme veut détricoter afin d'augmenter ses dividendes et sa rente financière.

Nos revendications doivent être simples et sans ambiguïté.

Nous devons exiger :

- Un SMIC à 1 700€ nets.
- 400€ d'augmentation pour tous et toutes
- Le rattrapage du pouvoir d'achat et augmentation du point d'indice pour les fonctionnaires.
- L'égalité salariale entre les femmes et les hommes, avec des mesures immédiates pour annuler les discriminations existantes.
- L'augmentation des pensions de retraites, des allocations chômage, des minimas sociaux.

Mais pour y parvenir et fasse à l'exaspération grandissante, nous avons besoin d'un grand mouvement de masse interprofessionnel, qui s'appuie sur ces revendications légitimes. C'est sur ces bases que nous rejoindrons les salariés.

Camarades ! Remontons nos manches et tombons la chemise ... de nos patrons ... ça va de soi

Leurs profits sont nos misères, augmentons nos salaires